



Auch, le 19 octobre 2020

A DEFAUT DE TRAVERSER LA RUE, LE SPIP DU GERS VOUDRAIT TRAVERSER LE PALLIER

Depuis des mois maintenant, la problématique des locaux du SPIP du Gers et les difficultés chroniques en terme de RH sont portées par les cadres du SPIP 82/32, par les représentants locaux des personnels et devant le DI de Toulouse.

A chacun des niveaux, tous les leviers ont été actionnés.

Le dossier « déménagement » serait désormais bloqué au niveau interrégional. Et les demandes de créations de postes d'un personnel administratif et d'un agent de surveillance électronique ont été faites par l'encadrement sans que nous ayons vu la moindre concrétisation.

Pour ce qui est des locaux, rappelons qu'actuellement, les 8 personnels permanents ont leur bureaux.

MAIS :

- ce n'est pas le cas des agents intervenant non quotidiennement (ASE, référent RT-TIG, binôme de soutien et psychologue)
- une nouvelle collègue doit arriver en janvier 2021 ET deux stagiaires ont été affectés au service ... Doit-on installer un bureau sur le parking pour les accueillir !??
- il n'y a pas de salle d'attente
- il n'y a pas de sas d'entrée
- il n'y a pas d'issue de secours

Du mobilier a pu être commandé et doit être livré fin octobre pour doubler les espaces. En revanche, aucune intervention pour permettre les branchements informatiques n'a été actée malgré les nombreuses relances de la hiérarchie.

Alors que des nouveaux locaux ont été trouvés (en face des locaux actuels), avec **une surface plus grande et un loyer moins élevé** et alors que les plans ont été rendus par l'architecte depuis déjà plusieurs mois, les agents ne comprennent pas d'où vient cette lenteur administrative.

Le secrétariat général est-il toujours confiné ?

Nous avons également été informés qu'en cas de choix ou d'arbitrage sur le plan bi-départemental, **le personnel administratif serait prioritairement fléché sur le SPIP 82 !**

Cette décision prise de manière unilatérale et de façon purement arbitraire nous laisse sans voix !

Dans ce contexte, nous souhaiterions connaître les solutions envisagées face à nos difficultés :

- Comment pouvons nous recevoir et prendre en charge les probationnaires lorsque nous partageons les bureaux et en l'absence d'espaces dédiés aux entretiens ?
- Comment garantir la sécurité des agents en l'absence de sas et d'issue de secours ?
- Comment continuer à respecter les gestes barrières alors mêmes que des agents effectuent des rotations de bureau et que le service de nettoyage est défaillant ?

En effet, si la COVID-19 est mise en avant pour expliquer le retard pris, nous comptons aussi sur elle pour prioriser l'urgence du déménagement !

Nous ne souhaitons plus assurer la continuité du service public lorsque l'agent positionné à l'accueil est en congés, en formation ou tout simplement absent.

Le CPIP, le DPIP ou le PA n'ont pas les mêmes missions et les mêmes fonctions : nous ne sommes pas **interchangeables** !

Nous revendiquons des locaux adaptés, un autre personnel administratif et un agent de surveillance électronique.

Devrons-nous attendre longtemps encore que nos conditions de travail problématiques deviennent dangereuses pour notre sécurité physique et psychique ?

Avons-nous le droit, au SPIP 32, de travailler ENFIN dans des conditions dignes, dans le respect de chacun ?

La formation « prévenir l'épuisement professionnel » prévue sur le SPIP de Montauban en novembre 2020 vient à point nommer, elle devrait être programmée sur une prochaine réunion bi-départementale car 12 places ne suffiront pas !

Nous avons été patients, nous devons être entendus !

Les personnels syndiqués et non syndiqués du SPIP 32
La CGT SPIP 32/82